

**ÉTATS-UNIS – TRAITEMENT FISCAL DES "SOCIÉTÉS
DE VENTES À L'ÉTRANGER"**

Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5
du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

Notification d'un appel des États-Unis présentée conformément aux articles 16:4 et 17
du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement
des différends (Mémorandum d'accord) et à la règle 20 1)
des Procédures de travail pour l'examen en appel

La notification ci-après, datée du 14 novembre 2005, adressée par la délégation des États-Unis, est distribuée aux Membres.

Conformément à l'article 16 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord") et à la règle 20 des *Procédures de travail pour l'examen en appel*, les États-Unis notifient leur décision de faire appel, auprès de l'Organe d'appel, de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger": Deuxième recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends* (WT/DS108/RW2) ("rapport du Groupe spécial") et de certaines interprétations du droit données par celui-ci dans ce différend.

1. Les États-Unis demandent que soit examinée la conclusion du Groupe spécial selon laquelle ils continuent de ne pas mettre pleinement en œuvre les recommandations et décisions exécutoires de l'ORD leur enjoignant de retirer les subventions prohibées et de rendre leurs mesures conformes à leurs obligations au titre des accords visés pertinents. Cette conclusion est erronée et est fondée sur des constatations relatives à des questions de droit et interprétations connexes du droit erronées, y compris en ce qui concerne les articles 6:2 et 21:5 du Mémorandum d'accord et l'article 4.7 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* ("Accord SMC").¹ Il était notamment dit dans ces constatations et interprétations connexes du droit erronées qu'il y avait une recommandation en application de l'article 4.7 de l'Accord SMC concernant la Loi régissant l'exclusion des revenus extraterritoriaux ("Loi ETI") et qu'un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord pouvait faire une recommandation en application de l'article 4.7 de l'Accord SMC.

¹ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.39, 7.41 à 7.44, 7.51 à 7.58, 7.62 à 7.65.

2. Les États-Unis demandent que soit examinée la conclusion juridique du Groupe spécial selon laquelle l'article 5 de la Loi ETI relève du mandat du Groupe spécial conformément aux articles 6:2 et 7:1 du Mémoire d'accord.² Cette conclusion est erronée et est fondée sur des constatations relatives à des questions de droit et interprétations connexes du droit erronées.

² Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.61, 7.68, 7.72 et 7.73, 7.76, 7.78 à 7.87.